RÉPUBLIQUE DU NIGER
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, DE L'ALPHABÉTISATION, DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES ET DE L'EDUCATION CIVIQUE

INSTITUT DE FORMATION EN ALPHABÉTISATION ET ÉDUCATION NON FORMELLE

IFAENF

B.P: 13852, Tél: 20734931, Niamey – Niger

Email:ifaenf@gmailcom, site web:http://ifaenf.refer.ne

Autopsie de la presse villageoise au Niger : cas de la région de Tahoua

PROMOTION 2015 -2016

Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du diplôme de Master professionnel en alphabétisation des adultes et éducation non formelle.

Présenté par:

M. Mohamed BAYE

Sous la direction de

M. Laouali MALAM MOUSSA, Ph.D en Sciences de l'éducation.

Au lendemain de l'indépendance du Niger, deux questions occupaient l'esprit de ses dirigeants: asseoir la souveraineté nationale et assurer le développement socio-économique. Le concept de développement était, initialement, concentré sur la notion d'accumulation des biens et des services, sans se soucier, outre mesure de la dimension socioculturelle du progrès. Il reste que le progrès réclame toujours un changement dans les opinions, dans les attitudes et dans les comportements. Sur ce sujet, la question fondamentale qui semble se poser au gouvernement Nigérien depuis 1960 se résume à ceci: Qui va informer les populations, leur expliquer le contenu et les impératifs du développement national? Et surtout, qui va les amener à un changement volontaire et durable dans leurs habitudes de penser et d'agir pour qu'elles participent pleinement et efficacement à la réussite des projets de développement au niveau local? Aussi, l'analphabétisme et l'absence d'encadrement du monde rural étaient perçus comme les principaux freins au développement.

Pour faire passer les messages, le service de l'animation au développement en étroite collaboration avec les services de l'Alphabétisation, de l'Union Nigérienne de crédit et de coopération (UNCC) et l'Association des radio-clubs du Niger (ARCN) informe, sensibilise, forme et responsabilise les populations autour des opérations de développement à la base1. Ces quatre (4) services avaient servi alors de levier pour réaliser les objectifs du premier plan de développement, à savoir les perspectives décennales 1964-1973.

Mais, faute d'orientation politique claire et d'une coordination appropriée de leurs interventions, ces services ont véhiculé des messages contradictoires, voire conflictuels.

Les tentatives d'harmonisation des programmes et actions à travers leur regroupement sous la tutelle du Haut-Commissariat au Développement en fin 1973, pas plus que la tentative de leur rattachement au Cabinet du Premier Ministre en 1983, n'ont réussi à promouvoir une meilleure articulation des interventions.

Une des conséquences de cette situation a été la disparition du Service de l'animation au développement, la privatisation de l'UNCC et la léthargie de l'association des radio-clubs et du service de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes. Ce dernier a été sauvé de justesse d'une dissolution après une évaluation conduite par le Cabinet du Premier Ministre en fin 19852.

---

1 Document de la Politique Nationale d' Éducation Non Formelle, État des lieux, Orientations et Stratégies, Niamey, Octobre 2006

2 MALAM MOUSSA, Laouali, la Post-alphabétisation au Niger; conception du programme et transfert des connaissances, Niamey 1999

Dans le domaine de la communication, la première publication parue au Niger, «Cahiers nigériens», date de 1933[3]. Elle était destinée aux cadres et auxiliaires de l'administration coloniale. Aussi, le «Niger information» sera publié plus tard en 1955 mais, comme le premier, il appartenait à l'administration coloniale et ne livrait que des informations l'intéressant ou la concernant.

En 1963, parut «Labari» qui deviendra peu de temps après «Temps du Niger». Ce dernier prendra le titre de «Le Sahel» alors que naissait «Sahel Hebdo» qui deviendra, en 1985, «Sahel Dimanche».

Les journaux en langues nationales occupent également une place non négligeable dans l'histoire générale de la presse au Niger.

A la vérité, la communication ne peut, à elle seule, susciter le développement. Mais l'absence de stratégies de communication rend le développement aléatoire. Les deux concepts se complètent si heureusement qu'il faudrait suivre (Schramm, 1966:34) qui considère la communication comme à la fois « *la servante et l'alliée du développement dans tous ses aspects*». Dès lors, les discours sur les utilisations des moyens de communication comme vecteurs de changements en vue du développement national doivent évoluer.

Les thèses de (Habermas, 1976:50) peuvent, de ce point de vue, être particulièrement éclairantes, notamment lorsqu'il parle dans un écrit de la « *légitimation par la discussion publique*». Pour ce philosophe allemand, rattaché à l'École de Francfort, la légitimation par la discussion publique apparaît comme une source de stimulation de compétences qui permet aux citoyens de faire un usage public du raisonnement logique. Appliquée au contexte de la presse villageoise, cette proposition habermassienne appelle assurément une transformation qualitative du journal villageois de manière à en faire une tribune de prise de parole plurielle, une plate-forme des temps modernes.

Pourquoi s'intéresser à la presse villageoise? Est-elle menacée? Voilà quelques questions qui justifient cette étude. Il faut, de prime abord, dire que la presse villageoise est sous documentée, autant au plan statistique qu'au plan de l'analyse.

Dans une étude financée par l'UNESCO, (Kané, 1984 : 96) rapporte que: « *le premier journal en hausa a été créé au Niger en 1965 à Chadakori… et c'est en 1971 que les structures organisationnelles de la presse villageoise ont été mises en place*». Cette organisation visait à

3 Gouvernement du Niger-PNUD-UNICEF, Document des politiques et stratégies de communication pour le développement, État des lieux, tome1, Rome, 2003

faire de la presse rurale un véritable organe pour informer les populations rurales sur les événements locaux, régionaux, nationaux et internationaux. Elle permet également d'assurer le dialogue à tous les niveaux, à susciter et renforcer les connaissances intellectuelles des populations rurales, à les aider à améliorer leurs conditions de vie et à mieux participer aux projets de développement.

En outre, à l'issue du séminaire opérationnel sur la presse rurale, tenu à Tillabéry en 1977, la direction de l'alphabétisation et de la formation des adultes a reconduit les mêmes objectifs fixés en 1971. Les adultes alphabétisés participaient à la rédaction des articles et à leur impression au village par un procédé simple grâce à la technologie du «limographe»[4].

Les travaux scientifiques, les rapports techniques nationaux et les informations administratives sur la presse villageoise sont encore fragmentaires. La présente étude se propose alors de compléter les informations existantes. Plus spécifiquement, les opinions des acteurs en présence (cadres de l'alphabétisation, animateurs de presses villageoises et adultes alphabétisés) seront recueillies sur les facteurs qui font obstacle au bon fonctionnement de la presse villageoise au Niger en général, dans la région de Tahoua en particulier.

La présente recherche qui porte sur l'autopsie de la presse villageoise au Niger: cas de la région de Tahoua, va d'abord présenter le contexte et la zone concernée par la recherche avant de poser la problématique. Ensuite suivra la présentation du cadre théorique. A la lumière des informations recueillies pendant la période d'investigation, des suggestions seront formulées pour une amélioration de la stratégie de relance de la presse villageoise.

4 Illustration 7.La multicopie au linographe(impression sur soie):illustration du Comité de secours Japonais Sotoshu, extraite du Manuel pour le Développement et la production du Matériels pour néo-alphabètes. Tokyo:ACCU, 1985, p.65.

Avant de présenter le champ d'étude, nous allons brièvement décrire le contexte dans lequel va se dérouler la présente recherche.

1.1. Contexte de la recherche

L'expérience nigérienne en matière de presse villageoise commença en 1965. La stratégie alors envisagée consistait à amener le noyau d'adultes alphabétisés dans un village donné à participer à la production du journal villageois. Parallèlement sont créés des presses régionales et le journal national. Ce dispositif de base est encore en vigueur, le journal national Ganga, est édité par la direction de l'alphabétisation et de la formation des adultes.

Il est édité dans chacune des langues d'alphabétisation au Niger. Les journaux régionaux sont conçus par l'inspection départementale de l'alphabétisation et de la formation des adultes.

Le journal villageois est l'œuvre directe des paysans alphabétisés qui éditent librement tout texte qu'ils jugent utile et le diffusent dans leur milieu. Il a comme principale vocation d'informer les populations sur des événements sociaux qui ont eu lieu dans le village. Il a aussi un rôle pédagogique, puisqu'il contribue à renforcer la post- alphabétisation et l'éducation continue dans leurs objectifs majeurs de rétention, de continuation et d'application des compétences en alphabétisation qui ont été acquises dans le cadre du processus d'éducation permanente. Il sert de matière première aux journaux régionaux qui souvent publient les articles les plus remarquables permettant une diffusion plus large. Dans le même ordre d'idées, les participants au séminaire de Madaoua, tenu du 21 au 26 juillet 1986, ont entre autres retenu la presse villageoise comme activité pertinente de la post-alphabétisation.

Depuis une décennie, cette directive est aujourd'hui ignorée par les services d'alphabétisation et la presse rurale souffre de ce fait de réelles difficultés de fonctionnement, là où, elle existe encore. Suite à une étude menée sur l'état de l'édition en langues nationales au Niger (DGENF, 2004 : 11-12), les résultats font ressortir la naissance de quatre (4) journaux privés exclusivement en langues nationales. Il s'agit de : (i) *Kakaki* (hausa) ; (ii) *Inuwar Gaskiya* (hausa) ;(iii) *Al-Fazar* (zarma) et (iv) *El Waten* (tamajaq).

A cette liste, il faut ajouter cinq (5) nouveaux périodiques privés (Sauyi, *Ingawarai, Intérêt public, Amfanin jama'a, Laabiizey nafa)* avec l'appui technique et surtout financier du projet 2 PEB GTZ. Pendant quinze (15) mois, mille exemplaires de chaque parution étaient achetés par le projet pour être gratuitement distribués dans les écoles bilingues et dans les centres d'alphabétisation.

L'autre partie de la production était placée dans des points de vente identifiés par les promoteurs des journaux. Ce fut le cas aussi de trois autres périodiques

(*Ayiran, Wadata, Dandali*) financés entièrement par le projet d'appui au développement de l'éducation non formelle (PADENF) dans sa zone d'intervention (Régions d'Agadez, Zinder et Tillabéry).

Dans le même cadre, (Galy, 2003 : 11) a répertorié en 2000-2001, deux cent quatorze (214) presses villageoises au terme d'une étude menée sur la post- alphabétisation dans les régions couvertes par le projet d'appui au développement de l'éducation non formelle (PADENF). Dans le même ordre d'idées, sur financement de l'Unicef, la direction de la documentation et du matériel pédagogique avait établi un état des lieux en 2011 des bibliothèques et presses villageoises dans les régions couvertes par le programme éducation parentale (Agadez, Maradi, Zinder et Tahoua).Cette étude a permis de répertorier dix-huit(18) presses villageoises, dont six (6) dans la région de Tahoua (DDMP, 2011 : 15). De même, les données recueillies au niveau de la direction de la documentation et du matériel pédagogique (DDMP, 2004 : 10) et dans l'étude de 2PEB-GTZ (Lawan, 2001 : 7) montrent le tableau des journaux régionaux ayant paru au Niger, jusqu'à date.

Tableau1.Journaux régionaux

Titre	Tirage	Périodicité	Localités	Langues	Année de création	Date dernière parution
Sabon ra'ayi	200	mensuel	Madaoua	Hausa	1965	1997
Anfanin kay	500	mensuel	Magaria	Hausa	1973	ND
Albishirinku	250	mensuel	Agadez	Hausa/Tamajaq	1970	1992
Gine koyan	500	mensuel	Tillabéri	Zarma	1970	1997
Kasa mai albarka	1000	mensuel	Maradi	Hausa	1968	2008
Muryar Damagaram	1000	mensuel	Zinder	Hausa	1983	ND
Mangari kuye	500	mensuel	Diffa	Kanuri	1977	ND
Ganga	2500	mensuel	Niamey	F G H K T T Z	1966	2016
Islan dagh tamajaq	500	bimensuel	Tchintabaraden	Tamajaq	1970	1998
Ilimi lantarkin duniya	100	mensuel	Tessaoua	Hausa	1970	2008
Tarmaamun Adar	1000	mensuel	Tahoua	Hausa	1984	1999
Albarkar tsirkaw	100	mensuel	Matamèye.	Hausa	1973	ND
Margu	500	mensuel	Dosso	Zarma	1979	ND

Source : Direction de la Documentation et du matériel pédagogique (DDMP), complétée par la recherche.

Commentaire:

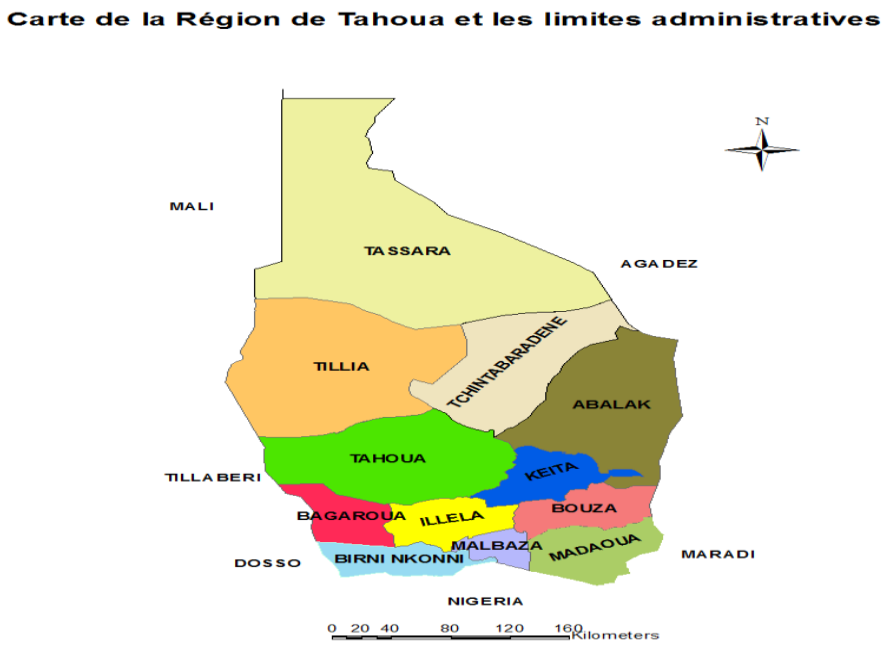
Ce tableau révèle la richesse et la multiplicité des journaux en langues nationales. Treize (13) titres régionaux sur l'ensemble du pays dont trois (3) dans la région de Tahoua. Ces journaux couvrent les principales régions et langues du Niger. Ils sont destinés en grande majorité aux zones rurales. Le plus bas tirage est de 100 exemplaires et le plus grand est de 2500 exemplaires.

1.2. Présentation de la région de Tahoua

1.2.1 Au plan physique

La région de Tahoua est l'une des huit (8) régions administratives que compte le Niger. Elle est située au Nord du pays entre les latitudes 3°49' et 6°42' Nord et les longitudes 13°42' et 18°40' Est. Elle s'étend sur une longueur de 535 km du Nord au Sud et sur une largeur de 290 km d'Est en Ouest. Elle est limitée au Nord par la région d'Agadez, au Sud par la République Fédérale du Nigeria, à l'Est par la région de Maradi et à l'Ouest par les régions de Dosso et Tillabéry et la République du Mali. La région de Tahoua couvre une superficie de 113.371 km2, soit 8,95% du territoire national.

Carte 1 : Délimitation administrative



1.2.2 Au plan administratif

La région de Tahoua est administrativement divisée en :

- douze (12) départements : Abalak, Birnin Konni, Bouza, Madaoua, Keita, Illéla, Tahoua, Malbaza, Bagaroua, Tillia, Tassara et Tchintabaraden ;
- neuf (9) Communes urbaines, trente-cinq (35) Communes rurales et une Ville ;
- douze (12) Cantons ;
- vingt-neuf (29) Groupements nomades ;
- deux mille soixante-dix-sept (2 077) villages administratifs.

En dehors des services de l'État et offices, des partis politiques, des associations et ONG sont présents dans la région et exercent leurs activités conformément à la réglementation en vigueur.

1.3. Aspects sociaux

1.3.1. La population

Selon le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH de 2012), Tahoua fait partie des trois régions les plus peuplées du Niger occupant le troisième rang (19,4%) après respectivement Zinder (20,8%) et Maradi (19,9%).

Les estimations de 2014 font état de 3 463 240 habitants avec une forte prédominance de ruraux (3 136 958) soit neuf habitants sur dix. La répartition par sexe fait ressortir une légère prédominance des femmes avec 50,10% des habitants (INS). L'indice synthétique de fécondité des femmes de la région est estimé à 7,3, selon les résultats de l'Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples (EDSN-MICS 2012), un des plus élevé du pays.

Les principaux groupes ethniques qui y vivent sont les Hausa (majoritaires), les Touaregs, les Peulhs, les Zarmas et les Arabes. Notons que tous les groupes ethniques du Niger sont représentés dans la Région. Cette population est concentrée dans six (6) départements: Madaoua, Bouza, Tahoua, Keita, Illéla, et Birni N'Konni qui comptent plus de 72% des habitants.

L'Islam est aujourd'hui la religion dominante, pratiquée par plus de 90% de la population. Toutefois, on rencontre quelques animistes et de chrétiens.[5]

1.3.2. L'éducation

Le système éducatif de la région comprend : le préscolaire, l'enseignement de base1 (primaire), l'enseignement de base 2 (collège), Alphabétisation, l'enseignement moyen (lycée)

5 Plan de développement régional de Tahoua, analyse socio-économique, novembre 2015, P: 15

et l'enseignement supérieur avec l'Université de Tahoua, ainsi que la formation professionnelle et technique.

a) Enseignement préscolaire

En 2014, la population pré scolarisable (4 à 6 ans) de la région est de 421 992 enfants soit 25 % de la population totale. Parmi ces enfants, seulement 15300 sont inscrits en 2014 – 2015 soit, un taux de 3,62% (contre 3,10 % en 2012-2013 et 2,83% en 2013-2014). Le taux de pré scolarisation 2014-2015 est de loin inférieur à la cible du Programme sectoriel de l'éducation et de la formation (PSEF) 2016 (9%).

En 2014–2015, sur 2839 écoles de la région de Tahoua, seulement 242 disposent d'un jardin scolaire soit 8,52%; ce qui est très en deçà de la politique de pré scolarisation des jeunes en vigueur.

b) Enseignement de cycle de base 1 (primaire)

En 2014, la population scolarisable (7 à 12 ans) de la région de Tahoua est de 641 895 enfants soit 18,53% de la population totale. Le taux brut de scolarisation qui était de 73,5% en 2010-2011 a chuté à 65,61% en 2014-2015. Il est inférieur à la cible Programme de développement économique et social (PDES) fixé à 70%.

Le taux de réussite aux examens du primaire de la région a évolué en dents de scie pour passer de 35% en 2005-2006 à 51,60% en 2014-2015. Le nombre de classes en matériaux définitifs de la région s'est accru régulièrement entre 2006-2007 et 2013-2014 passant de 2068 à 3658 pendant que le taux de ces mêmes classes chutait de 43,10 à 37%.

En 2014-2015, le ratio élèves/enseignant, enseignants inspecteur et enseignants/conseillers pédagogique pour la région est respectivement de 34, 492, et 182. Il est à noter que la proportion des enseignants contractuels est de 77,56% contre la cible PDES de 80%.

c) Enseignement secondaire

La Direction régionale des enseignements secondaires (DRES) de Tahoua est organisée en neuf (9) Directions départementales des enseignements secondaires (DDES), deux inspections de L'Enseignement franco – arabe (IES/FA), une Inspection pédagogique régionale (IPR) et une Inspection régionale d'éducation physique et sportive régionale (IREPS). Elle couvre, au titre de l'année 2014–2015, 206 établissements secondaires d'enseignement général contre 157 en 2013 2014, soit un accroissement de 31,21%.

d) Alphabétisation

Avec l'adoption, en 2004, de la ''stratégie de faire-faire'' comme mode d'intervention dans les programmes d'alphabétisation et d'éducation non formelle au Niger, ce sont essentiellement les partenaires de l'État (Organismes, ONG, Communautés et collectivités) qui assurent la mise en œuvre des activités de formation des adultes et des jeunes dans les structures de l'Alphabétisation et Éducation non Formelle (AENF).

En 2014, le nombre de centres d'alphabétisation de la région de Tahoua est de 205, ce qui est loin de la cible nationale du PDES (1806 centres). Les centres d'Alphabétisation sont très peu fréquentés dans la région de Tahoua. En 2014, 1814 apprenants y sont inscrits pour une cible de 57192, soit un taux de 3,17 %. Cela correspond à un ratio apprenants/centre de 24,15 qui est nettement inférieur à la cible nationale du PDES (31,66). La région enregistre un taux de réussite de (43,86%), taux supérieur à la cible nationale PDES (34% en 2015).

e) Formation des enseignants

La formation des enseignants du primaire se fait au niveau de l'école normale Kaocen de Tahoua qui accueille les élèves titulaires du brevet d'études du premier cycle (BEPC) et du baccalauréat (BAC). Après une formation professionnelle de deux ans pour les brevetés et un an pour les bacheliers, ils sortent titulaires respectivement du certificat de fin d'études de l'école normale des instituteurs adjoints (CFEEN/IA) et du certificat de fin d'études de l'école normale des instituteurs (CFEEN/I). Cependant, à partir de la rentrée scolaire 2006/2007, on note l'ouverture de la section spéciale qui accueille des enseignants titulaires admis sur concours pour la formation d'instituteurs. Les taux d'admission en fin de cycle avoisinent toujours les 100%.

Les effectifs de cet établissement sont pléthoriques. Le nombre d'élèves maîtres est passé de 698 en 2009-2010 à 1245 élèves en 2014-2015 mais les infrastructures d'accueil n'ont pas suivi.

f) Enseignement Professionnel et Technique

L'Enseignement technique est très peu développé dans la région de Tahoua. Sur les 12 départements seuls 4 comptent des centres de formation professionnelle et technique. La formation professionnelle et technique est un sous-secteur de l'enseignement dont les effectifs augmentent chaque année, ainsi la proportion des élèves du secondaire admis dans les cycles de formation professionnelle est en nette progression, passant de moins de 1% (0,88%) en 2005-2006 à 1,05% en 2006-2007 pour atteindre 2,42% en 2009-2010. Ce progrès est dû notamment à l'installation d'une école privée de santé publique qui à elle seule compte plus de

la moitié des effectifs de l'enseignement professionnel. En dépit d'un taux de réussite élevé au brevet d'études professionnel (BEP) en 2014–2015 (76,97%), beaucoup reste à faire pour développer ce sous-secteur. Certains établissements privés manquent de locaux propres, les centres de formation en développement communautaire (CFDC) manquent de programme de formation, de la matière d'œuvre et des fournitures scolaires. Il est de même des ressources humaines en quantité et en qualité. Le ratio élèves/enseignant s'est fortement détérioré entre 2005-2006 et 2014-2015 en passant de 5 à 14.

g) Enseignement supérieur

L'enseignement supérieur dans la Région est représenté par l'Université de Tahoua qui a connu une évolution exponentielle de ses effectifs d'étudiants de **29** en 2008 sous l'Institut Universitaire Technique (IUT), à 2 889 en 2014–2015 suite à la transformation de l'IUT en Université. Pour l'année académique 2015-2016, l'Université a enregistré 2790 demandes d'inscription. Les enjeux et défis à relever consistent à rattraper le retard enregistré dans les capacités d'accueil et l'encadrement et de maintenir le cap au rythme de croissance de l'Université.

1.4. La communication

Les moyens de communication de la région sont:

- la radio nationale (LA VOIX DU SAHEL) ;
- les radios privées (SARAOUNIA, RTT, DOUNIA, TAMBARA) ;
- les radios communautaires ;
- les Chaînes des radios internationales (BBC, RFI, VOIX D'AMÉRIQUE, etc.) ;
- la télévision nationale (TELE SAHEL) ;
- les télévisions privées (RTT, DOUNIA) ;
- les Chaînes de télévisions étrangères (HORIZON 24, CANAL HORIZON, etc.) ;
- les téléphones fixes et mobiles ;
- l'internet, etc.

Les bureaux de poste sont présents dans tous les douze (12) chefs-lieux de départements. Il en est de même pour la téléphonie mobile (2 à 5 réseaux), la téléphonie fixe (1 à 2 réseaux).

Quant à la télévision publique, elle est présente dans 8 départements tandis que la télévision privée est concentrée dans la ville de Tahoua.

La radio publique est captée dans tous les chefs-lieux de département à l'exception de 4 (Tassara, Tillia, Abalak et Keita) où les signaux FM sont absents. Quant aux radios privées, elles ne sont présentes que dans 3 chefs-lieux de département (Madaoua, Konni et Tahoua). Enfin, les radios communautaires sont installées dans quelques communes de la région. Les

grilles sont acceptées par les assemblées générales, c'est à dire que celles –ci donnent les grandes lignes et les chefs des stations remplissent ces grilles pratiquement au jour le jour. Les grilles sont, selon l'horaire, respectées, mais pas dans leurs contenus. Il y a des émissions réalisées pour et par des femmes. Les sujets généraux sont : la santé, l'éducation, l'agriculture, et l'environnement. L'hygiène est aussi un autre aspect spécial. Les programmes thématiques sont réalisés avec les populations et les agents de services techniques. Certaines Radios reçoivent des cassettes de Panos et rediffusent RFI.

Le présent chapitre annonce tout d'abord la justification de la recherche; ensuite suivent le problème de recherche. Enfin, vont clore le chapitre les pertinences scientifique et sociale.

2.1. Justification

Le principal problème auquel est confronté le néo-alphabète est l'insuffisance de supports didactiques lui permettant de consolider les connaissances acquises en lecture, écriture et calcul. Ainsi, la presse villageoise, témoin de tous les événements au quotidien dans les villages et campements, ne doit-elle pas bénéficier d'une plus grande considération? A quoi sert d'alphabétiser des populations si elles n'ont pas la possibilité d'écrire par elles-mêmes des textes, des contes, des légendes... Or, le journal villageois, avec son large éventail de centres d'intérêts, offre les lectures les plus facilement accessibles aux néo-alphabètes en langues nationales. De ce point de vue, entreprendre une recherche sur la presse villageoise est justifiée. En effet, l'alphabétisé est le premier lecteur visé par les contenus des journaux en langues nationales. Il a besoin d'informations pour s'ouvrir à son environnement social, politique et économique. Un tel constat est au demeurant, au centre de la problématique qui va suivre.

2.2 Problème de recherche

Dans la région de Tahoua, la presse villageoise est en proie à de sérieuses difficultés dues à la disparition progressive et massive des journaux villageois en langues nationales. Il est souvent difficile de reproduire les images et les photographies sur un journal villageoise[6]. Il est difficile de graver des illustrations sur le stencil car le format lui-même impose des limites à la présentation du texte.

Pour mieux cerner les contours de cette problématique, il va falloir poser un diagnostic sur la situation passée et actuelle de la presse villageoise. A ce titre, les questions suivantes méritent d'être posées: Que reste-t-il de l'expérience vécue sur l'édition des journaux en langues nationales ? Que sont devenues les presses villageoises créées dans la ferveur de la post-alphabétisation au Niger ? Ces questions font appel à une question générale de recherche que voici: quels sont les facteurs qui freinent le fonctionnement de la presse villageoise?

2.3. Les objectifs

2.3.1. Objectif général

Examiner les facteurs qui freinent le fonctionnement de la presse villageoise au Niger en général et dans la région de Tahoua en particulier.

6 Annexe 8, copie du journal de Badiguichiri, région de Tahoua, paru le 18 mai 1979.

2.3.2. Objectifs spécifiques

a) décrire la situation de la presse la presse villageoise;
b) identifier les facteurs de blocage de la presse villageoise;
c) analyser les facteurs de blocage de la presse villageoise;
d) faire des suggestions de relance de la presse villageoise.

2.4. La pertinence de la recherche

2.4.1. Pertinence sociale

Le Niger compte dix groupes linguistiques ayant des cultures différentes. Ces groupes constituent souvent des sociétés structurées en villages/campements. Les traditions de ces différents groupes renferment des valeurs socioculturelles positives (le respect de la vie, de solidarité, d'échanges et de réciprocité). L'esprit communautaire est aussi développé, basé sur la subordination de l'individu au groupe et à la famille. D'où l'importance que revêt la presse villageoise. A cet effet, l'on peut estimer que la presse villageoise pourrait contribuer à libérer socialement, professionnellement et économiquement les néo-alphabètes à travers la lecture des journaux locaux.

Sur un autre plan, la presse villageoise peut avoir une influence directe sur l'amélioration de conditions de vie des néo alphabètes en leur facilitant l'accès aux systèmes d'information et de communication.

2.4.2 Pertinence scientifique

En identifiant les facteurs qui bloquent l'essor de la presse villageoise, cette étude sera d'un apport certain aux acteurs en AENF, désireux d'améliorer la qualité de leurs interventions. En raison de la disparition progressive des journaux, notamment dans la région de Tahoua, les résultats de cette étude pourront fournir des arguments solides de prise de décision. Un autre intérêt de cette étude est le fait qu'elle est axée sur une activité orientée vers la consolidation des acquis, un aspect très souvent délaissé par les services d'alphabétisation et pourtant capital dans la poursuite de la formation des adultes. L'autopsie de la presse villageoise permettra de mieux comprendre la part de responsabilité des différents acteurs et éventuellement jettera les bases pour la redéfinition d'une nouvelle stratégie adaptée au nouveau contexte de l'information et de la communication.

Résumé

Après une description sommaire du contexte, il a été posé la problématique de la presse villageoise dans la région de Tahoua. Il n'est plus nécessaire de souligner l'importance de la presse villageoise, dans une région dont l'indice de développement humain (IDH) est le plus faible du pays avec 0,284 (RNDH, 2013 : 61). C'est dans la région de Tahoua également que le journal «*Sabon ra'ayi*» a vu le jour en 1964 à Madaoua. En effet, la presse villageoise peut jouer un rôle «vital» dans le développement des zones rurales. Une de ses forces majeures réside dans cette disposition de pénétrer les endroits les plus reculés ou enclavés. Comme autres atouts, on peut citer, la souplesse d'utilisation, la proximité avec les apprenants et la possibilité d'expression qu'elle offre aux communautés dans leurs langues. Les journaux villageois qui forment la base de l'existence de la presse rurale au Niger sont l'œuvre des néo-alphabètes. Ceux-ci, secondés par des animateurs ruraux et des instructeurs d'alphabétisation avec lesquels ils forment le comité de rédaction, réalisent leur journal, depuis la production des articles jusqu'à la fabrication matérielle.

Le cadre théorique de cette recherche sera développé à travers deux points pour mieux introduire et comprendre l'autopsie de la presse villageoise au Niger. Il s'agit notamment de :

1. La définition des concepts clefs ;
2. La revue de la littérature.

3.1. Définitions des concepts

3.1.1. Autopsie

«Autopsie», du grec *autos* (soi-même) et *opsis* (vue), signifie «voir de ses propres yeux ». Ce terme peut s'employer pour désigner tout examen fait personnellement par quelqu'un.

Le concept de l'autopsie est généralement utilisé en médecine dans un but d'examiner un cadavre ou un blessé et d'en tirer les conclusions utiles. Dans certaines circonstances douteuses ou de mort suspecte, la justice et/ou la famille peut demander au service compétent de faire une autopsie dans le but de comprendre le mécanisme exact de la mort, de donner l'information exacte.

Nous partageons ce point de vue en ce sens que nous voulons bien examiner la situation actuelle que traverse la presse villageoise au Niger en général et dans la région de Tahoua en particulier.

3.1.2. Presse

Traditionnellement, la presse désignait la machine à écrire.

Le dictionnaire «Le Petit Larousse» (1998) la définit comme «l'ensemble des journaux, activités, monde du journalisme».

Dans le cadre de cette recherche nous faisons allusion aux journaux villageois, écrits en langues nationales par les néo-alphabètes, les animateurs des presses villageoises et les cadres de l'alphabétisation.

3.1.3. Villageoise

En parlant d'une personne qui habite ou qui est originaire d'un village.

Dans le «dictionnaire éducation. *Villageoise* [en ligne] – Édition 2.2 (mars 2016). Repéré à <http://dictionnaire.éducation/fr/villageoise>». Le **substantif villageois** est un mot déterminant la réalité.

Dans le cadre de ce travail, villageoise est un adjectif qui fait du local sa source privilégiée d'informations et son champ de diffusion.

3.1.4. La presse villageoise

Presse rurale/Presse villageoise : Structures communautaires à travers lesquelles les néo-alphabètes produisent les journaux destinés à la pérennisation des acquis (DGAENF, 2014:13). Pour notre part, nous définissons la presse villageoise, comme toute publication écrite en langues nationales qui donne des informations orientées sur le changement de comportement, qui participe à asseoir une communication pour le développement. Nous incluons également dans cette définition, les publications réalisées par les services de l'alphabétisation et les associations qui sont destinées au monde rural.

3.2. Principales théories

Cette recherche pourrait constituer un apport dans l'orientation des missions de la presse villageoise au Niger. Plusieurs disciplines seront abordées ici: la communication, la psychologie sociale, l'éducation. Ces différents domaines de connaissances sont importants pour comprendre les tenants et aboutissants de la presse villageoise. Cette forme de presse est orientée vers l'éducation. C'est surtout dans le secteur rural qu'elle a fait ses preuves en soutenant l'alphabétisation fonctionnelle. L'environnement lettré qu'elle génère par les productions écrites en langues nationales justifie sa raison d'être.

Selon la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme en 1948 (article 26) : « *Toute personne a droit à l'éducation* ».

Gary, économiste américain, cité par (Attou, 2010 : 1) considéra que « *du point de vue de l'individu, l'éducation est un investissement. Cette théorie va exercer une influence auprès des acteurs économiques et politiques car elle démontre qu'il existe un lien entre niveau de formation et productivité*».

A partir des années 90, l'éducation tout au long de la vie est devenue un thème présent dans les discours, surtout depuis le rapport de (Delors, 1996 :18) : «*L'éducation: un trésor est caché dedans*», dans lequel l'auteur affirmait : « *L'éducation tout au long de la vie est la clé d'entrée dans le XXIème siècle* ».

Enfin, les années 2000 consacrent l'apprentissage tout le long de la vie [*life long learning*] comme élément constitutif de la société de la connaissance. Selon (Attou, 2010 : 2) les systèmes traditionnels d'éducation et de formation sont fortement influencés par douze tendances lourdes, dont la convergence forme la révolution éducative, à savoir :

1- Le développement massif des nouvelles technologies ;

2- La mondialisation ;

3- L'entrée dans la société de la connaissance ;

4- L'obsolescence rapide des savoirs et des techniques ;

5- La multiplication des lieux de savoir ;

6- Le développement des apprentissages informels et non formels ;

7- L'émergence d'un marché mondial de l'éducation ;

8- L'externalisation vers une multitude d'acteurs ;

9- La territorialisation ;

10- La mobilité des emplois et des salariés ;

11- L'allongement de l'espérance de vie ;

12- La reconnaissance des acquis de l'expérience.

3.2.1. Théorie du capital humain.

La doctrine de cette théorie est qu'un individu, lorsqu'il décide de suivre une formation au lieu de prendre un travail, raisonne comme un investisseur. L'éducation aurait ainsi des caractéristiques communes avec le capital physique. Elle serait une dépense présente, effectuée en vue d'un rendement futur.

Déjà en 1776, Smith considéra la force de travail comme le facteur prédominant du progrès économique. Ainsi, dans sa définition du capital fixe, il incluait également le capital humain.

Le capital humain consiste donc, selon Smith, en l'ensemble des habiletés utiles, acquises par tous les membres de la société. (Cohn, 1979:16). En effet, selon cette théorie, l'éducation est un investissement qui produira des dividendes dans le futur (en termes de capacité, formation, aptitudes...).

Selon (Healy, 2004 : 2), l'investissement dans l'éducation aide à valoriser le capital humain, c'est-à-dire à développer les compétences et les aptitudes qui sont essentielles pour la croissance économique, la promotion individuelle et la réduction des inégalités. Autant dire qu'il s'agit d'un facteur important pour combattre l'exclusion sociale.

3.2.2. Théorie d'Ivan Illich sur l'école.

Dans son ouvrage «Société sans école», paru en (1971:7), Illich confirme son rejet du système scolaire, jugé inadéquat et obsolète, et la nécessité de repenser, outre la relation entre la société et l'école, le rapport bien complexe de l'enseignant, l'enseigné et l'enseignement. Il affirme aussi que les dégâts perpétrés dans les pays du Tiers-Monde par un système scolaire importé des pays industriels ou imposé par l'occupation coloniale sont considérables. L'école scolarise coûte cher, en argent, en mobilisation intellectuelle et en dépendance culturelle. Il dénonce encore la crise que traverse le système éducatif formel, en cherchant à rompre le lien entre l'éducation, en termes d'accumulation du savoir et l'emploi futur. Il considère que le lien entre le niveau d'instruction atteint et l'emploi réduit les chances de ceux qui ont peu ou pas étudié.

Il soutient par ailleurs que les aptitudes de base, l'instruction et autres, peuvent être apprises tout aussi bien en dehors de l'école, c'est-à-dire dans les centres spécifiques.

Résumé

Disons que toutes ces théories s'emploient à démontrer les liens qui existent entre l'éducation et la société. La deuxième dénonce les limites de l'école formelle lorsqu'on la considère comme seul moyen d'apprentissage. Aussi, ces théories relèvent l'importance de l'éducation en termes d'acquisition des connaissances et des aptitudes valorisantes pour l'individu et pour la croissance économique. Enfin, elles soulignent la possibilité d'apprendre en dehors de l'école et tout au long de la vie, comme nécessité.

3.3. Revue de la littérature

Dans cette partie, il s'agira de faire le point sur les recherches précedentes qui ont traité ou se sont rapprochées de la presse villageoise. Ainsi l'exploitation de quelques ouvrages généraux, des thèses et mémoires a permis de rédiger la présente revue de la littérature.

Les variables dépendantes de Lerner (1980)

En 1958, Daniel Lerner, sociologue américain, eut l'idée de mettre en corrélation avec le niveau d'alphabétisation, plusieurs indices dans le domaine de la diffusion collective. Cette recherche menée grâce aux données de l'UNESCO propose une théorie du développement conjoint de l'économie et de la participation à la vie sociale. Il considère le développement comme un phénomène global auquel participe ce qu'il appelle les « variables dépendantes ». Il en détermine quatre: l'urbanisation, l'alphabétisation, la participation politique et la participation aux médias.

Il affecte à chacune des quatre variables un coefficient de corrélation ainsi qu'il apparaît dans le tableau ci-dessous:

Tableau 2. Variables dépendantes et Coefficient de corrélation

Variables dépendantes	Coefficient de corrélation
1. Alphabétisation	0.91
2 .Participation aux médias	0.84
3 .Participation politique	0.82
4 .Urbanisation	0.61

Source: Daniel Lerner, The passing of traditionnal Society. Modernizing the Middle East, Glencoe, the Free Press, 1958

Commentaire: Selon ce tableau, la participation aux médias, à la communication, représente la deuxième plus forte corrélation après l'alphabétisation. En effet, selon Lerner, l'alphabétisation

est la pierre angulaire du développement national. Malgré sa corrélation la plus faible, l'urbanisation marque cependant la première phase de modernisation, la ville constituant ce que les économistes appellent « un pôle de croissance ». Le développement des villes induit ensuite celui des médias et de l'instruction. L'évolution conjointe des quatre variables constitue l'indice de ce que l'on pourrait considérer, pour une société donnée, comme son aptitude à la participation sociale, donc au développement.

Stoetzel (1951) avait déjà souligné cette corrélation très significative entre le développement et la communication, entre la fréquentation des médias et la participation sociale. Selon ce sociologue français, la lecture régulière et fidèle des journaux est un indice de participation sociale et politique. Autrement dit, les abstentionnistes de la communication sont aussi abstentionnistes de la vie sociale. A l'inverse, la fréquentation régulière des médias est un indice de participation sociale. Cette corrélation est au cœur d'un programme tel que l'Initiative Spéciale des Nations Unies pour l'Afrique, en vue de la mobilisation de ressources pour son développement.

C'est dans cet esprit que « *Les Assises de l'Afrique* » réunion internationale tenue du 06 au 10 février 1995 à Paris, sous les auspices de l'UNESCO ont recommandé d'élever la communication au « *rang d'une priorité absolue* », en raison du « *rôle vital* » qu'elle doit jouer dans le développement des zones rurales.

Ces assisses considèrent que la communication en zone rurale doit être élevée au rang d'une priorité absolue dans tous les domaines tant il est vrai qu'il ne peut y avoir de développement véritable dans les zones rurales, sans une stratégie de communication menée avec intelligence et efficacité.

Rostow (1960) a parlé des « *conditions préalables au décollage*» socio-économique. Cette formule s'apparente à la première phase identifiée par Lerner dans ce qu'il appelle « *le processus séculaire de changement vers un système social de participation*». En effet, selon Rostow, l'urbanisation crée les conditions minimales nécessaires au «décollage» vers une participation sociale plus étendue. Même, les villes, d'environ 50 000 habitants sont capables de produire, entre autres, des écoles, des journaux, des réseaux radiophoniques et des salles de cinéma.

Une seconde phase s'amorce lorsque le niveau d'alphabétisation atteint un certain seuil du fait de la stimulation du « système des médias » qui peut alors agir comme un «multiplicateur » du développement économique et social.

Les recommandations de Schramm (1966) exposées dans son livre sur l'information et le développement national ont diversement inspiré les pays sous-développés et les organisations

internationales. Le sociologue américain y définit les médias comme des « multiplicateurs« des ressources didactiques en vue du développement.

Son livre s'achève sur une série de recommandations faites dans le but de briser le cercle vicieux de la sous-information et donc du sous-développement. Deux de ces recommandations demandent aux pays non développés de procéder à l'évaluation minutieuse et impartiale de la circulation de l'information à l'intérieur du pays considéré et de planifier la croissance équilibrée et mesurée des moyens d'information afin de permettre leur soutien réciproque.

Dans un article paru en 1989, Adama Ouane a fait ressortir de multiples expériences de journaux ruraux en Afrique (Libéria en 1963, Niger en 1964, Mali en 1972…). Au Mali, par exemple, disait (Ouane, 1984 : 25-40); le succès du journal Kiboru (12 pages avec un tirage de 20.000 exemplaires) a motivé la création de deux autres journaux destinés aux néo-alphabètes. Il s'agit de la revue scientifique Nyetaa, et un feuilleton comique appelé Kote.

Roland Schreyer, un des experts de 1'UNESCO en matière de presse rurale, cité par Ouane (1989), a mis en évidence deux avantages importants que la presse rurale a sur les livres et les médias audiovisuels, à savoir:

a) La presse rurale tend à être plus actuelle que le livre en ce sens qu'elle (i) fournit davantage d'informations courantes, (ii) incite à l'introspection et à la réflexion, (iii) est plus vivante parce qu'elle traite des événements du moment, (iv) est plus personnalisée, car elle permet aux lecteurs de faire part de leurs opinions, et (v) devient un instrument puissant de dialogue, en créant un canal efficace d'échange d'idées et en établissant un contact entre lecteurs et rédacteurs et entre les lecteurs eux-mêmes.

b) Elle tend à avoir un impact plus grand que l'audiovisuel grâce au caractère durable du mot imprimé. On la considère par conséquent comme supérieure aux médias audiovisuels du fait que (i) le journal peut être lu et relu et prêté à d'autres personnes, ce qui lui confère le pouvoir d'engendrer des discussions étayées par des informations exactes, (ii) le néo-alphabète peut l'acheter, le garder et travailler ensuite à son propre rythme et (iii) le journal constitue un parfait instrument de formation.

En effet, (UNESCO, 1980 : 8) rappela que: « *Dans le contexte africain, la fonction essentielle de la communication a été décrite comme la diffusion au sein de la population d'une information sur le développement permettant au plus grand nombre de bénéficier rapidement et efficacement des progrès économique, social et culturel*».

Professeur (Tusdesq, 2007, op. Cit : 45) renchérit en ces termes: *"la presse écrite reste le moyen le plus sûr d'entretenir la lecture après l'école. Que l'on n'accuse pas le journal d'isoler celui qui lit et de heurter les traditions, les sociétés industrielles sont elles aussi issues*

de sociétés traditionnelles à la majorité paysanne. Il serait dangereux pour l'évolution de l'Afrique que l'écrit reste le privilège d'une petite minorité manipulant les masses par la radio et la télévision".

Au Niger, une étude conduite en 1995 par le bureau suivi et évaluation de la DAFA a révélé que par manque de financement, seulement cinq des dix-sept journaux régionaux étaient actifs durant les douze derniers mois (BSE, 1995:30). Galy (1984) a soutenu aussi que le manque de financement conséquent de la part du gouvernement et les brusques coupures budgétaires opérées par les projets de développement finançant l'alphabétisation fonctionnelle ont sérieusement gêné le service d'alphabétisation et d'éducation des adultes (SAEA) dans ses efforts de planification (Cité par MALAM MOUSSA, 1999:137). Ce dernier observait:

«*L'arrêt de sept sur huit journaux villageois supportés par le budget national est une autre révélation significative de cette recherche. Dans la région de Tillabéry, le facteur de blocage serait la suspension de la publication de Jine Koy-Yan. Ailleurs, les animateurs se sont plaints du manque de matériels et de visites d'appui. L'unique presse villageoise à avoir survécu à la crise persistante depuis 1990 est animée par un néo-alphabète impliqué dans la gestion d'activités économiques, et qui a, en plus, reçu l'appui d'un projet de développement parce qu'il était alphabétisé*» (1999:126).

Dans une étude menée par le centre d'analyse des politiques économiques et sociales du Burkina faso, (Gérard Kedrebeogo, 2007 : 26) dénonce le fait que la majorité des Africains sont gouvernés dans une langue étrangère et se pose la question de l'efficacité d'une administration officiée dans une langue ignorée par 90 % de la population. Il répond à sa question en ces termes : «*Gouverner, administrer, rendre justice, éduquer, démocratiser à travers une langue que le plus grand nombre de citoyens ne comprend pas défie le bon sens et crée un hiatus entre la base et le sommet. Le simple déficit de communication peut hypothéquer tout effort de développement* ».

Résumé

Nous venons de clarifier quelques concepts utilisés et passer en revue quelques écrits traitant du sujet. Cette partie nous a permis de cerner les contours de la question. En effet, il existe une abondante littérature sur l'origine, le fonctionnement et la dynamique de la presse villageoise. Les travaux rappelés ci-dessus ont clairement conclu à une interaction dynamique entre la presse villageoise et l'environnement lettré. La circulation de la pensée et la mobilité des idées ainsi libérées, grâce à l'utilisation de la presse villageoise, peuvent inciter à la créativité.

Ces différentes études ont clairement abouti à une interaction dynamique entre la communication et le développement. Elles présentent dans certains cas les avantages comparatifs entre le journal villageois, le livre et les autres médias visuels. Par contre, on trouve moins de publications concernant les facteurs de blocage de la presse villageoise nigérienne. L'appui conseil censé être apporté par les services de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle n'a pas été suffisamment développé.

D'une manière générale, la situation de la presse villageoise a été peu explorée. Le manque de suivi et le peu d'intérêt accordé à la presse villageoise par les professionnels de l'alphabétisation est une piste qui milite en faveur de la recherche de véritables explications.

4.1. Méthodes de collecte des données

Dans le cadre de ce travail, la démarche adoptée comprend les deux (2) phases suivantes:

- la recherche documentaire;
- l'enquête terrain.

4.1.1. La recherche documentaire

Elle a été menée dans les bibliothèques, les centres de lecture à Niamey, à la direction générale de l'alphabétisation, de l'éducation non formelle et sur certains sites internet. A cet effet, des études, des rapports et des travaux de recherches ont été parcourus et exploités (voir la revue de la littérature).

4.1.2. L'enquête terrain

Elle s'est déroulée dans la région de Tahoua, puis à Niamey.

Compte tenu de la taille élevée de la population mère (cadres de l'alphabétisation, animateurs de presses villageoises, adultes alphabétisés), il a été utilisé la technique d'échantillonnage raisonné. Ainsi l'échantillon retenu est constitué de:

- dix-huit (18) cadres de l'alphabétisation en service dans la région de Tahoua. Le choix de ces agents se justifie par le fait que ce sont eux qui appuient la mise en œuvre de presses villageoises. De part les postes qu'ils occupent, ils sont aussi les représentants du Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation, de la promotion des langues nationales et de l'éducation civique au plan local. Ils sont plus avertis de la politique éducative de l'État ;
- six (6) cadres d'alphabétisation en service au bureau Suivi et Évaluation du niveau central. Le choix de ces agents est motivé par le fait que ce sont eux qui suivent et évaluent les activités des services déconcentrés. De ce fait ils sont la mémoire des interventions en alphabétisation au niveau national;
- quatre (4) anciens animateurs de presses villageoises de la région de Tahoua;
- douze (12) néo alphabètes de la région de Tahoua.

Le souci ici est celui de la représentativité de l'individu. (Michelot, 1975 : 12) a écrit: «*Dans une enquête qualitative, seul un petit nombre de personnes sont interrogées [...].Il est surtout important de choisir des individus les plus divers possible. En effet, c'est l'individu qui est considéré comme représentatif en ce qu'il détient une image, particulière il est vrai, de la culture à laquelle il appartient*».

4.1.3. Les instruments de collecte de données

Après avoir pris connaissance du contenu de la documentation disponible, il a été élaboré des instruments d'enquête. A ce sujet quatre (4) guides d'entretien à l'intention des groupes socioprofessionnels identifiés ci-dessus ont été retenus. Ces outils ont été conçus en fonction des paramètres à vérifier auprès de chacun des participants ayant pris part à la gestion des presses villageoises. Le choix a été porté sur ce type d'instruments parce que le nombre de personnes concernées au niveau de ces catégories est très réduit et maîtrisable. Le préalable à cette recherche a été de vérifier la validité des outils. Ces instruments ont été d'abord soumis à des critiques, ensuite, ils ont été administrés en pré-test en mars 2017 à quelques cadres ayant servi dans la région de Tahoua et présentement en position de stage à l'IFAENF. Cela a permis de se rendre compte des difficultés d'interprétation, d'apprécier la clarté et la pertinence des questions, puis d'apporter les réajustements nécessaires. Pour collecter des données qualitatives, il a été utilisé les techniques d'enregistrement, de prise de note et de remplissage de fiche de lecture sur la situation actuelle et passée de la presse villageoise.

Pour (Bardin, 1977 : 33), dans la méthode d'investigation par entretien, « *on a donc affaire à une parole relativement spontanée, à un discours parlé…. Mise en scène libre de ce que cette personne a vécu, ressenti, pensé à propos de quelque chose* ». La démarche consiste à aller du général au particulier. En ce sens, la première question est toujours relative à la représentation globale qu'ont les personnes interrogées de la presse villageoise. Ensuite les autres questions sont orientées sur la situation exacte de la presse villageoise. Le guide d'entretien s'achève par des questions portant sur ce qui existe et qui peut contribuer au bon fonctionnement de la structure, ce qui manque et les pistes proposées par les participants pour améliorer la stratégie de mise en œuvre de la presse villageoise.

4.2. Les Méthodes d'analyse des données

Les données recueillies à l'aide du guide d'entretien individuel ont été traitées et analysées afin d'apprécier les tendances. Pour classer et dénombrer les éléments de contenu inclus dans les productions orales (protocoles d'entretiens) des dix-huit cadres, une grille d'analyse de contenu est élaborée. Pour chaque profil, un regroupement des éléments de réponses a été effectué en vue de produire des synthèses partielles, de façon à ne jamais perdre le sens des opinions avancées par les participants. Une attention particulière est accordée aux éléments qui sont le plus régulièrement exprimés. Avant de commencer l'analyse proprement dite et l'interprétation des résultats, il a été décrit ce que nous avons entendu et transcrit. Cette démarche peut paraître superflue mais elle est pourtant essentielle car c'est à partir des éléments recueillis lors d'une description que se construisent les analyses. Décrire, c'est déjà

comprendre. Cette description a permis d'identifier les facteurs de blocage de la presse villageoise dans la région de Tahoua, de cerner les contours d'une telle problématique et de mieux comprendre ses tendances. L'orientation qui a été choisie pour la transcription des résultats est la catégorisation.

En effet, la catégorisation selon (Mucchielli**,** 2009 : 17) *«est une opération intellectuelle qui permet de subsumer un sens plus général dans un ensemble d'éléments bruts du corpus ou d'éléments déjà traités et dénombrés»*. Cette opération a consisté dans le cadre de cette étude à retenir des réponses les plus pertinentes pour analyser la situation passée et récente de la presse villageoise.

4.3. Le déroulement de l'étude

L'étude terrain s'est déroulée du 14 au 21 avril 2017 dans les régions de Tahoua et à Niamey. Elle a touché quarante (40) participants dont dix-huit (18) cadres d'alphabétisation. Le travail proprement dit a commencé au chef-lieu de la région de Tahoua et dans les inspections d'alphabétisation et d'éducation non formelle de Konni, Abalak et Tchintabaraden. Les entretiens se sont déroulés en face à face et ont été enregistrés et transcrit. Les cadres des départements de Bouza, Illéla, Madaoua et Keita ont été interrogés au téléphone. Les entrevues ont duré entre 15 à 30 minutes, selon l'intérêt du participant pour le sujet. Cette technique a permis d'obtenir des descriptions détaillées des expériences individuelles de chacun d'entre eux sur la presse villageoise. Aussi, l'appui et la collaboration de l'inspecteur départemental de l'alphabétisation de Tahoua a facilité la collecte des opinions de quatre (4) anciens animateurs de presses villageoises et de douze (12) adultes alphabétisés dans la commune urbaine de Tahoua. Par la suite, un focus groups a été organisé à Niamey, le 13 juillet 2017 pour compléter la collecte des données. Ce focus groups a réuni six (6) cadres de la portion centrale.

4.4. Les difficultés rencontrées

Comme dans toute œuvre humaine, des difficultés ont été rencontrées, et les plus importantes sont liées:

- à l'insuffisance d'informations récentes sur les presses villageoises;
- au temps matériel qui a beaucoup manqué dans la conduite de cette étude sur le terrain.

Le lecteur peut nous reprocher de n'avoir pas inclus les ONGS et les PTFS dans notre échantillon. Cela est dû aux contraintes de temps. Nous nous en excusons et proposons que d'autres travaux intègrent ces acteurs.

Dans cette section, il a été examiné les résultats de l'analyse des entretiens avec les quarante (40) personnes ayant participé à la recherche. Après un aperçu général des entretiens réalisés, nous avons présenté et analysé les résultats.

Les données obtenues portent sur: les appréciations d'ordre général, les facteurs de blocage des journaux en langues nationales et les mesures d'amélioration du fonctionnement de la presse villageoise. Les données ont d'abord été dépouillées manuellement, puis compilées par catégorie de réponses. Seules, les réponses significatives et pertinentes ont fait l'objet d'analyse.

5.1. La Présentation et l'analyse des résultats

Le système de catégorie n'était pas donné d'avance, mais a été la classification analogique et progressive des éléments en un groupe d'intérêt (centres d'intérêts) sous un titre générique (par exemple les jugements). Dans le cas de cette étude, les thèmes abordés se résument aux opinions sur la presse villageoise, aux facteurs de blocage des journaux en langues nationales et aux suggestions d'amélioration. Ainsi, le recoupement de différentes informations a permis d'établir les résultats suivants:

5.1.1 Les opinions des cadres d'alphabétisation de la région de Tahoua sur la situation passée et actuelle de la presse villageoise

Les dix-huit (18) cadres interrogés trouvent que le fonctionnement de la presse villageoise était assuré dans un passé récent par des comités composés d'adultes alphabétisés, avec l'appui-conseil du service de l'Alphabétisation et de la communauté. Ces comités avaient travaillé de façon collégiale à la production du journal. Ce sont:

- le comité de collecte d'informations ;
- le comité de censure ;
- le comité de rédaction et de production du journal et;
- le comité de ventilation de journaux.

Ces cadres soutiennent également que cette activité a fonctionné en dents de scie dans la région de Tahoua car sur la période 2006-2007, il a été dénombré 45 presses villageoises sur l'ensemble de la région contre seize (16) de 2012 à 2015 dont quatorze (14) dans le département de Bouza et quatre (4) dans la commune urbaine de Tahoua.

Aujourd'hui, ils reconnaissent que la presse villageoise est, dans la plupart des cas, inactive. Ils justifient cette situation par les raisons suivantes: (i) la presse villageoise est souvent placée à la fin de la phase alphabétisation, (ii) les partenaires arrivent à la phase de post-alphabétisation déjà essoufflés en termes d'argent; alors même que c'est la période où les néo-alphabètes ont besoin d'un accompagnement.

Malgré les efforts consentis, autant par les pouvoirs publics que par les partenaires techniques et financiers, la presse villageoise n'arrive pas à jouer pleinement son rôle. En raison d'une mauvaise coordination de ces activités, toutes les tentatives de redynamisation ont avorté. L'inadéquation entre les intentions politiques et les moyens mis en œuvre n'a pas permis d'assurer la production des journaux comme on l'aurait souhaité. Quelques obstacles subsistent:

- sur le plan budgétaire, les moyens mis à la disposition de la direction générale de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle pour conduire les activités sont insuffisants;
- sur le plan des ressources humaines, l'on constate une insuffisance du personnel intervenant dans le sous-secteur de l'éducation des adultes ;
- sur le plan technique, le matériel utilisé dans la production des journaux villageois est vétuste, archaïque.

La situation actuelle de la presse villageoise préoccupe l'ensemble des cadres interrogés car les apprenants risquent de perdre une structure importante d'application de leurs connaissances.

5.1.2 Les facteurs qui bloquent la production des journaux en langues nationales dans la région de Tahoua

Les cadres de l'alphabétisation ont identifié cinq principaux facteurs que sont :

a) Régularité dans la production des journaux

Le mécanisme de production d'un journal comprend plusieurs étapes, telles que le travail de planification, les techniques nécessaires pour la collecte des articles, la rédaction et l'impression du journal. La production régulière du journal pose un problème commun à presque toutes les inspections d'alphabétisation de la région de Tahoua. Il leur est impossible de parvenir, ces dix dernières années, à l'idéal qui serait que chaque inspection produise au moins un journal régional par an.

b) Qualité du contenu du journal villageois

De façon générale, le contenu des journaux villageois se limite principalement aux nouvelles de portée locale. La nature des articles portent essentiellement sur la santé, la nutrition, la protection de l'enfance, etc. Vu son contenu, le journal villageois semble donc disposer d'un potentiel important pour servir de manière utile et variée les néo-alphabètes qui constituent son public majeur. Le journal est le fruit d'un travail collaboratif, auquel participent les membres du comité de rédaction. Il reflète premièrement le monde rural dans sa dynamique, deuxièmement il est au service de l'éducation, de l'alphabétisation, de la sensibilisation et du développement en général. La qualité de l'écriture, le style et le niveau de langue utilisés constituent autant d'entraves dans la production des articles.

c) Autofinancement de la presse villageois

La question de l'autofinancement est l'un des principaux facteurs qui a limité la durée de vie des journaux en langues nationales. De plus, la mobilisation de communautés reste largement limitée par rapport aux attentes. Les presses villageoises manquent de sponsor. Elles traversent une situation de laissés-pour-compte. Une dépendance excessive des sources externes pour

leur financement, a occasionné le déficit de la formation continue, l'abandon pur et simple de la production des journaux

d) Capacité technique

Les machines offset et le limographe sont dépassés. Le manque d'organisation et/ou l'absence de rigueur dans la planification de missions de suivi et de contrôle impacte sur la qualité des presses villageoises. Cette situation fait que toutes les inspections ne peuvent pas fournir les informations à temps réel. Le personnel actuellement en poste au niveau des inspections a besoin d'un renforcement de capacité pour prendre la situation en main.

e) Capacité matérielle

Le problème de la logistique au niveau des inspections limite leur rôle dans le suivi et le contrôle de qualité. A propos des suggestions, on retient celles qui se rapportent à la gratification des animateurs, à la responsabilisation des néo-alphabètes dans les structures locales, à la régularité des suivis, à la constitution d'un fonds local d'appui à la presse villageoise et enfin à la prévision d'un temps suffisant pour la formation des animateurs.

5.2. Résultats des entretiens avec les animateurs et les néo-alphabètes

L'étude a touché quatre (4) anciens animateurs de presses villageoises et douze (12) adultes alphabétisés dans les quartiers périphériques de la communauté urbaine de Tahoua.

5.2.1. La synthèse partielle des points de vue des animateurs

Les quatre animateurs ont un niveau primaire. Du point de vue expérience professionnelle, ils ont exercé pendant deux à trois ans. Ils sont âgés de 40 ans et plus, et trois parmi eux sont des femmes. Ils ont bénéficié d'une formation pendant une semaine sur les techniques de production des journaux et la gestion d'une presse villageoise.

Ils sont unanimes sur l'importance de cette activité qui couvre, outre les thèmes techniques sur la vie socio-économique, les nouvelles sur les événements locaux, régionaux, nationaux. Leur dernier contact avec la presse villageoise remonte à 2003.

Ils s'accordent également sur le fait que la publication du journal commence tout d'abord par la collecte des articles. Ils soutiennent également que l'irrégularité de l'appui conseils des services techniques et le caractère bénévole de leur cahier de charge constituent autant des facteurs défavorables au bon fonctionnement de la presse villageoise. Au regard de ce qui précède, les animateurs suggèrent de s'accorder sur une stratégie de pérennisation de la presse villageoise.

5.2.2. La synthèse partielle des points de vue des adultes alphabétisés

Pour des raisons d'accessibilité et de disponibilité des apprenants, nous avons interrogé des femmes uniquement dont l'âge varie de 35 à 50 ans. Quatre (4) sur douze (12) ont

agréablement accueilli l'initiative de la presse villageoise. Elles affirment qu'il s'agit là d'une activité qui mérite d'être pérenniser. Selon elles, aujourd'hui les regards sont orientés beaucoup plus sur l'ouverture des centres que sur la consolidation des acquis. Huit (8) sur douze (12) n'ont jamais entendu parler de la presse villageoise. Elles considèrent également être freinées dans la poursuite de leur formation par manque d'informations. Cependant, les douze (12) alphabétisés suggèrent l'organisation des concours littéraires en langues nationales pour mettre en pratique leurs compétences en production de textes littéraires.

5.3. L'analyse des données de focus groups

Les résultats issus des travaux de focus groups ont fait l'objet d'analyse. Cette analyse s'articule autour des deux grandes thématiques du guide d'entretien que sont: i) les impressions d'ordre général sur la situation de la presse villageoise, ii) les mesures de la dynamisation de la presse villageoise.

5.3.1. Les impressions d'ordre général sur la situation de la presse villageoise

Les participants ont relevé que le Niger, en général et la région de Tahoua en particulier, a connu une avancée significative en matière de presse villageoise entre les années 1970 aux années 1980.

« Vu le nombre de presses villageoises créées sur l'ensemble du pays, environ 500 en 1994, je considère qu'il y a eu une avancée, des efforts ont été faits », a relevé un participant à l'entretien.

Quant aux points négatifs, les participants ont fait ressortir que la presse villageoise souffre d'un manque de sources de financement. Un des participant a déclaré : *« La presse villageoise a disparu, (...) on a l'impression que les années antérieures sont meilleures».* Un participant d'ajouter: *« Quand, je regarde les statistiques récentes au titre de la région de Tahoua, ça va très mal, zéro presse villageoise réalisée en 2016».*

Les équipements de production des journaux ne sont pas souvent renouvelés. Un participant a tiré la conclusion suivante:« l'utilisation du limographe n'est plus à l'ordre jour ».

Selon les enquêtés, les conditions pour la promotion de la presse villageoise n'ont pas été créés. Toutefois, les cadres d'alphabétisation n'ignorent pas leur rôle dans le fonctionnement de cette activité. Ils n'ignorent pas non plus celui des journaux villageois dans le développement social et économique. Selon cette catégorie des participants, le plus grand problème de la presse villageoise est celui de la planification. Ils ont déploré le blocage de cette activité dont la solution se trouve dans la mobilisation des ressources et l'implication des communautés et des structures villageoises d'alphabétisation dès le premier jour du démarrage.

5.3.2 Les mesures pour la dynamisation de la presse villageoise

Il ressort de cet entretien que « la responsabilité est partagée ». Force est de constater que l'accès et l'accessibilité aux services de la presse villageoise sont limités par le problème de financement des journaux en langues nationales et la dépendance de cette structure vis-à-vis du service d'alphabétisation tant du point de vue technique que matériel.

A l'heure du numérique, il serait désespérant que les adultes alphabétisés restent une fois de plus handicapés, incapables d'utiliser les derniers outils de pointe que constituent l'ordinateur et l'internet. Et ceci interpelle les cadres de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle sur leur capacité d'écoute afin de répondre efficacement aux besoins en formation des néo alphabètes. Ils doivent également utiliser leurs compétences pour négocier des financements au profit des activités de presses villageoises.

Au terme de cet entretien semi directif, un des participants a formulé la recommandation ci-après:« *Renforcer les capacités des services de l'alphabétisation pour mobiliser les ressources afin de soutenir les presses villageoises* ».

Le présent chapitre est structuré en trois sous-chapitres. Le premier fait la synthèse des leçons tirées, le second présente la discussion des principaux résultats et la troisième tire la synthèse générale.

6.1 Synthèse des principales leçons tirées

Pour compléter les données documentaires de cette étude, les cadres et les utilisateurs de la presse villageoise ont été interrogés. Au terme des entretiens, les résultats ont fait apparaître des tendances manifestes, des regroupements, des oppositions, des paradoxes voire des cas singuliers. Les enseignements tirés en termes d'analyse s'articulent autour des représentations des participants en ce qui concerne leurs opinions sur la situation de la presse villageoise, d'une part, et les facteurs de blocage, d'autre part.

Les résultats ainsi obtenus montrent que la presse villageoise est utile à trois (3) titres: (i) l'information et la sensibilisation sur les droits humains et (ii) la valorisation des cultures locales. Alain Foca, journaliste à Rfi, ne disait-il pas « *qu'un peuple sans culture est un peuple sans âme*»? Le journal contribue à perpétuer de génération en génération les valeurs culturelles. Le troisième intérêt de la presse rurale est sa contribution à la consolidation et la pérennisation des acquis. En effet le journal permet aux néo alphabètes d'apprendre plus et de ne pas retomber dans l'analphabétisme. C'est un outil privilégié d'extension des connaissances et un moyen propice à leur application. L'analyse de l'expérience de la presse villageoise révèle un certain nombre d'acquis. On peut citer entre autres : (i) l'existence des périodiques en langues nationales sur l'ensemble du territoire, (ii) l'institutionnalisation des presses villageoises dans les programmes de post-alphabétisation, (iii) une documentation issue des rapports sur les études, les séminaires et ateliers d'orientation et de mise en œuvre de cette activité.

Des insuffisances et des limites ont été constatées dans la mobilisation financière au profit de cette activité. Dans cette optique, il va sans dire que les efforts déployés en vue de l'épanouissement de l'adulte alphabétisé restent faibles. Au regard de ce qui précède, il convient d'accorder à la presse rurale, en général, et villageoise, en particulier une attention particulière. Pour ce faire, il est utile d'étudier minutieusement tous les facteurs qui bloquent le bon fonctionnement de presses villageoises. Les résultats issus de cette étude montrent que les problèmes majeurs sont l'autofinancement et la faible qualité des journaux. Il convient, cependant, de souligner que ces deux facteurs n'expliquent pas à eux seuls la disparition de la presse villageoise. Les enseignements tirés de l'analyse laissent apparaître que des facteurs comme (i) le sous-financement du service de l'alphabétisation et (ii) le principe de bénévolat des animateurs de la post-alphabétisation impactent négativement la fonctionnalité des

activités dont la presse villageoise. En effet, l'indigence financière fait que les centres ne sont pas suivis régulièrement.

6.2 Discussions

L'analyse qualitative montre que la disparition des journaux villageois est une réalité. L'autofinancement semble être une utopie. Les moyens de production de la presse villageoise (limographe) sont archaïques. A titre d'exemple, l'encre et le stencil utilisés pour le tirage sont rares voire indisponibles sur le marché. Nos interlocuteurs ont plaidé pour un changement de stratégie relativement aux matériels en optant pour l'utilisation des nouvelles techniques de l'information et de la communication.

La nouvelle stratégie doit prendre en compte les développements actuels des moyens de communication (le téléphone portable et les applications comme whats App, facebook, etc.) Les nouvelles technologies de l'information et de la communication sont à la fois des opportunités et des défis pour la presse rurale et les journaux villageois en particulier. Il s'agit là d'un aspect important dans la mesure où, pour permettre un développement harmonieux, une bonne circulation de l'information est nécessaire. Donc, la presse villageoise, ne doit pas seulement être perçue comme un support didactique de diffusion de connaissances ou d'informations locales. Elle doit également être le miroir qui permet de refléter une image réelle de l'homme rural au 21ème siècle dans ses ambitions.

Le monde paysan n'échappe pas à la révolution de l'information. Les responsables des structures rurales et les producteurs de base sont toujours à l'affût d'informations sur leurs préoccupations courantes (politiques agricoles, techniques, économique…) mais aussi sur des domaines essentiels, rarement traités comme les normes internationales que doivent satisfaire leurs produits pour être exportés. Autant de centres d'intérêt auxquels ne se consacrent pas toujours les presses nationales dont le taux de pénétration en milieu rural reste faible. La richesse des apports, très différents selon le parcours et l'expérience de chacune de personnes interrogées est un élément fort de cette recherche.

La méthodologie utilisée a permis de mesurer la complexité de cet exercice et l'importance d'une démarche rigoureuse et itérative pour faire aboutir un tel travail. La question du sous-financement du sous-secteur de l'alphabétisation et par voie de conséquence des activités de post-alphabétisation a deux implications très dommageables à la survie des journaux villageois. La production des journaux villageois exige la mobilisation des ressources financières, matérielles et humaines. Or de plus en plus les maigres ressources financières affectées au sous-secteur d'alphabétisation s'amenuisent pendant que la demande augmente à cause de l'accroissement du nombre d'adultes alphabétisés.

En effet, le modèle de la presse villageoise expérimenté jusqu'ici, quoique pertinent, a rencontré des difficultés de tous ordres, matérialisées par des changements conjoncturels. On note que la presse villageoise n'est pas privilégiée dans la planification et la mise en œuvre des activités des inspections d'alphabétisation. Aussi, aucune production des presses villageoises n'a été enregistrée en 2016 dans la région de Tahoua. Tous ces facteurs font aujourd'hui que les adultes alphabétisés manquent ce créneau de formation, de divertissement et de communication.

A l'heure où l'État montre un intérêt évident pour la revitalisation des activités d'alphabétisation et éducation non formelle, il est difficile de comprendre le quasi abandon dont souffrent la post-alphabétisation et la presse rurale en particulier. La déception qu'affichent les apprenants et le découragement du personnel de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle face l'étiolement de l'environnement lettré risquent de compromettre la mise en œuvre de la politique du sous-secteur récemment adoptée par le gouvernement.

6.3. Synthèse générale

Que s'est-il donc passé ? Qu'est-ce qui explique l'écart entre le succès lointain tel que rapporté par les cadres et la disparition progressive de la presse villageoise? Au Niger en général et dans la région de Tahoua en particulier, la presse villageoise est en danger. Les opinions recueillies témoignent des efforts louables déployés pour créer des presses villageoises au sein des communautés. Ces efforts ont été soutenus principalement par les PTF. Comme le soulignait MALAM MOUSSA (1999), «*la vitalité des journaux villageois s'estompe après le retrait de ces partenaires*». A cela est venue s'ajouter «*la vétusté du matériel qui impacte négativement sur la qualité de la production. Pour induire le découragement des animateurs et l'absence de financement ont conduit à un arrêt systématique des activités de presses villageoises dans beaucoup d'inspections de la région de Tahoua* ». (un des inspecteurs interviewés).

Ceci justifie la conclusion à laquelle avait abouti MALAM MOUSSA (1999) lorsqu'il disait: «*L'arrêt de sept sur huit journaux villageois supportés par le budget national est une autre révélation significative de cette recherche. Dans la région de Tillabéry, le facteur de blocage serait la suspension de la publication de Jine Koy-Yan. Ailleurs, les animateurs se sont plaints du manque de matériels et de visites d'appui. L'unique presse villageoise à avoir survécu à la crise persistante depuis 1990 est animée par un néo-alphabète impliqué dans la gestion d'activités économiques, et qui a, en plus, reçu l'appui d'un projet de développement parce qu'il était alphabétisé». (*p. 126).

Au terme de ce travail, nous formulons les suggestions suivantes:

1. une plate-forme de coordination pour prendre en charge les besoins de néo-alphabètes doit être créée sinon leur rêve risque de s'envoler en fumée. Donc, il va falloir (i) renouer avec l'expérience réussie des premières presses villageoises; (ii) assurer véritablement la formation continue des néo alphabètes; et (iii) pallier quelques insuffisances de personnel non rémunéré;
2. par souci d'équité entre les citoyens et pour pratiquer ce qu'il professe, le gouvernement nigérien doit à l'instar des médias privés soutenir les presses villageoises. A cet effet, la DGAENF en collaboration avec le Conseil Supérieur de la Communication doit proposer un texte pour le financement de la presse rurale et la création d'un organe de contrôle, de pilotage;
3. dans le cadre de la mobilisation sociale, de l'information et de la formation continue, les services la DGAENF doivent organiser la collecte des articles en langues au niveau local dans l'optique de viabiliser le schéma de la presse rurale avec la production des périodiques destinés à alimenter les centres d'alphabétisation et les bibliothèques villageoises;
4. vu le rôle que peuvent jouer les journaux villageois dans l'animation du monde rural et la promotion de la renaissance culturelle, il est nécessaire de les doter d'unités de production dignes de ce nom et du matériels nécessaires à leur fonctionnement;
5. la DGAENF doit se mettre à l'heure des technologies numériques pour élargir les horizons des apprenants jeunes et adultes. Cela permettra de rattraper le temps perdu dans le domaine de la presse villageoise.

Les travaux existants sur la presse villageoise au Niger et la compréhension uniforme des concepts définis nous ont permis de dégager la problématique et de formuler la question générale de la recherche. Les différents entretiens organisés dans le cadre de cette étude ont fait ressortir le souci et la volonté d'alphabétiser restent vifs au Niger en général et dans la région de Tahoua tout particulièrement. Notre conviction est que la production du journal en langues nationales doit avoir la préséance sur les autres activités de la post-alphabétisation. Cependant, certains facteurs entravent la bonne mise en œuvre de presses villageoises. Le manque de financement figure au nombre de ceux-ci. Or, il est clairement établi que le programme d'alphabétisation s'estompe dès que le sponsor se retire. Pour mener à bien notre recherche, qui a porté sur l'autopsie de la presse villageoise au Niger: cas de la région de Tahoua, nous avons utilisé deux types d'outils: la recherche documentaire, les entretiens individuels et collectifs.

D'une manière générale, ce qui semble ressortir le plus souvent, ce sont les difficultés de gestion et d'animation de la presse villageoise. La production des journaux n'est pas régulière, les animateurs sont peu formés et moins rémunérés. Enfin, la participation des communautés n'est pas totalement acquise dans la planification et la pérennisation de la presse écrite en langues nationales.

Au cours de notre travail, nous avons rencontré des difficultés liées d'une part, au facteur temps et d'autre part, au manque d'une documentation récente sur le sujet.

Ce large tour d'horizon illustre, d'une part, les efforts fournis jusqu'à ce jour en matière de presse villageoise, d'autre part, il permet d'apprécier l'ampleur de la tâche qui reste à faire, car l'on n'a pas encore atteint au Niger un taux d'alphabétisation de 50%.

En effet, la disparition progressive de presses villageoises est imputable selon les résultats de cette recherche, à un certain nombre de facteurs dont les plus importants sont:

- l'absence de financement pour assurer à la fois la qualité et la régularité dans la production des journaux;
- l'obsolescence du matériel de production (limographe, ronéo) entrant dans l'impression de journaux;
- l'absence de consommables sur le marché (stencil, encre).

La volonté politique qu'affiche le gouvernement actuel, si l'on en juge par les textes pris, mais aussi les orientations en matière de changement de mentalité recommandent une meilleure prise en charge du sous-secteur de l'alphabétisation dont la viabilité passe par le

développement d'environnement lettré en milieu rural. Il est évident que la presse rurale et singulièrement les journaux villageois peuvent y jouer un rôle déterminant.

Nous n'avons nullement la prétention d'avoir cerné tous les contours de la léthargie dans laquelle végète la presse villageoise. Nous espérons que cette modeste contribution suscitera d'autres interrogations qui pourront orienter d'autres recherches en vue de mieux comprendre le dysfonctionnement de la presse villageoise mais aussi son importance dans l'offre de la formation en AENF. Une dynamique nouvelle a commencé, la réflexion continue, avec encore tant d'informations à découvrir, à apprendre et à partager.

Ouvrage généraux et thèses

BARDIN, L. (1977). *L'analyse de contenu 7°édition*. *Paris, PUF*, 320 pages;

GALY, A. (1984). *Alphabétisation des adultes et développement économique et social du Niger. Contribution à l'identification des problèmes de l'alphabétisation*. Thèse de Doctorat en sciences de l'éducation, 385 pages ;

Gouvernement du Niger- PNUD-UNICEF. (2003). *Document des politiques et stratégies de communication pour le développement, État des lieux, tome1, Rome*, 179 pages;

ILLICH, I. D. (1971). *Une société sans école*. Paris: Éditions du Seuil. 177 pages;

INSTITUT DE L'UNESCO POUR L'ÉDUCATION. (1984). *Stratégies d'apprentissage pour la post alphabétisation et l'éducation continue au Mali, au Niger, au Sénégal et en Haute-Volta* avec les contributions de A. Ouane, O. Kané, F. Badiane, et P.T. Ilboudo, Hamburg. 220 pages;

JURGEN. H. (1976). *in Après Marx, traduction française de jean-René Ladmiral et Marc buhot de Laurey, Paris*, Hachelle, pluriel, 250 pages;

MALAM MOUSSA, L. (1999). *La post alphabétisation au Niger : conception du programme et transfert des connaissances.* Niamey, Niger: NIN 180 pages ;

MEP/A/PLN/EC/SG/DGAENF/DPAFA. (2014). *Cadre de référence en alphabétisation et formation des adultes au Niger*, 34 pages;

MUCCHIELLI, A. (2009). *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines*, 3e édition. Paris: Armand Colin. 303 pages;

SCHRAMM, W. (1966). *L'information et le développement national: le rôle de l'information dans les pays en voie de développement*, Paris: UNESCO. 354 Pages;

TUDESQ, A. J. (1999). *Les médias en Afrique*, Paris, ellipses/éd. Marketing S.A., Paris, 156 pages;

Études et rapports.

ATTOU, Y. (2010). *Comité mondial pour l'éducation et la formation tout au long de la vie*, édition du 20 Août, 2 pages

CAPES. (2007). *La presse écrite Burkinabé en langues nationales: État des lieux et impact dans la lutte contre l'analphabétisme*, 52 pages;

CONSEIL RÉGIONAL. (2015). *Plan de développement régional de la région de Tahoua*, analyse socio-économique, novembre 79 pages

CONSEIL RÉGIONAL. (2016). *Plan de développement régional de la région de Tahoua*, 195 pages

DELORS, J. (1996). *L'éducation: un trésor est caché dedans.* Rapport présenté à l'UNESCO par la Commission internationale sur l'éducation pour le vingt-et-unième siècle. Paris: UNESCO. 265 pages;

GALY, A. (2003). *Rapport d'Étude sur la post-alphabétisation dans les régions cibles de PADENF : Agadez, Tillabéry et Zinder*, 44 pages;

INS-NIGER. (2013). *Rapport national sur le développement humain (RNDH) Développement Humain et Protection sociale au Niger*. 101 pages;

MEBA, DGENF.(2006). *Document de la Politique Nationale d'Éducation Non Formelle, État des lieux, Orientations et Stratégies, Niamey*, Octobre, 83 pages;

MEN, DAFA. (1998). *Rapport des journées de réflexion sur la post-alphabétisation.*31 pages;

MEN, DAFA. (1995). *Rapport final de l'enquête sur la presse rurale au Niger.* 68 pages;

MEB, DGENF, Monde des enfants. (2004). *Étude sur l'état de l'édition en langues nationales au Niger*. 55 pages;

MEP/A/PLN/EC/DGAENF/DDMP. (2011). *État des lieux de bibliothèques et presses villageoises dans les zones de convergence de l'Unicef au Niger*. 47pages;

MICHELOT, G., (1975). «*Sur l'utilisation de l'entretien non directif en sociologie*», Revue Française de Sociologie, Tome XVI, 247 pages.

Sites web

http: //*fr.wikipedia.org* visité le 12/01/2017;

http : //*www.unesco.org* visité le 12/01/2017 ;

http : //*www.stat-niger.org/statistique* visité le15 /03 /2017.

TABLE DES MATIERES

Résumé i
Dédicace ii
Remerciement iii
Sigles iv
Liste des termes en langues nationales utilisés.....vi
Liste des tableaux vii
Liste des cartes viii
Introduction.....2
1.1. Contexte de la recherche.....5
1.2. Présentation de la région de Tahoua.....7
1.2.1 Au plan physique 7
1.2.2 Au plan administratif 8
1.3. Aspects sociaux 8
1.3.1. La population 8
1.3.2. L'éducation 8
1.4. La communication 11
2.1. Justification.....13
2.2 Problème de recherche.....13
2.3. Les objectifs.....13
2.3.1. Objectif général 13
2.3.2. Objectifs spécifiques.....14
2.4. La pertinence de la recherche 14
2.4.1. Pertinence sociale 14
2.4.2 Pertinence scientifique.....14
3.1. Définitions des concepts 16
3.1.1. Autopsie.....16
3.1.2. Presse 16
3.1.3. Villageoise 16
3.1.4. La presse villageoise.....17
3.2. Principales théories.....17
3.2.1. Théorie du capital humain. 18
3.2.2. Théorie d'Ivan Illich sur l'école. 18
3.3. Revue de la littérature.....19

4.1. Méthodes de collecte des données 24
4.1.1. La recherche documentaire 24
4.1.2. L'enquête terrain 24
4.1.3. Les instruments de collecte de données 25
4.2. Les Méthodes d'analyse des données 25
4.3. Le déroulement de l'étude 26
4.4. Les difficultés rencontrées 26
5.1. La Présentation et l'analyse des résultats 28
5.1.1 Les opinions des cadres d'alphabétisation de la région de Tahoua sur la situation passée et actuelle de la presse villageoise 28
5.1.2 Les facteurs qui bloquent la production des journaux en langues nationales dans la région de Tahoua 29
5.2. Résultats des entretiens avec les animateurs et les néo-alphabètes 30
5.2.1. La synthèse partielle des points de vue des animateurs 30
5.2.2. La synthèse partielle des points de vue des adultes alphabétisés 30
5.3. L'analyse des données de focus groups 31
5.3.1. Les impressions d'ordre général sur la situation de la presse villageoise 31
5.3.2 Les mesures pour la dynamisation de la presse villageoise 32
6.1 Synthèse des principales leçons tirées 33
6.2 Discussions 34
6.3. Synthèse générale 35
Conclusion 35
Bibliographie 35